



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 28/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYNDIC INTERCOM DISTRIBUTION EAU POTABLE

Usine de production d'eau potable

Pont de BEISSAT
87300 Peyrat de Bellac

Références : UiD872025-166
Code AIOT : 0003100873

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement SYNDIC INTERCOM DISTRIBUTION EAU POTABLE implanté Pont de BEISSAT 87300 Peyrat-de-Bellac. L'inspection a été annoncée le 10/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDIC INTERCOM DISTRIBUTION EAU POTABLE (SIDEPA)
- Pont de BEISSAT 87300 Peyrat-de-Bellac
- Code AIOT : 0003100873
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est en fonctionnement depuis 2018 et produit 360 m³ d'eau potable à l'heure. AGUR, exploite par délégation les équipements pour le SIDEPA.

À noter, une procédure juridique est toujours en cours avec le constructeur de la station de traitement des eaux pour des problématiques constructives et la réception des travaux n'a pas

encore été faite.

Contexte de l'inspection :

Le site a été inspecté dans le cadre d'une action régionale de l'Inspection, relative à la rubrique 4710, concernant l'utilisation de chlore gazeux pour les installations soumises à déclaration avec contrôle (DC).

Outre le Code de l'Environnement, le présent rapport renvoie principalement au référentiel réglementaire suivant :

- Arrêté du 17/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710

Thèmes de l'inspection :

- Récolement rubrique 4710, locaux de stockage et d'utilisation du chlore gazeux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3,7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4	Sans objet
5	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12	Sans objet
6	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3	Sans objet
7	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5	Sans objet
11	Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2	Sans objet
12	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9	Sans objet
13	Traitement des fuites	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De façon générale le site est bien tenu, propre et les installations de stockage et d'utilisation de chlore sont exploitées conformément aux prescriptions.

L'exploitant doit toutefois être vigilant dans le suivi des installations et notamment dans le respect des délais entre chaque vérification périodique et le suivi des actions en découlant (contrôle DC ICPE , électrique et détecteur). Les consignes doivent également être affichées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.6
Thème(s) : Situation administrative, changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.
Constats : L'installation est exploitée par AGUR, prestataire désigné contractuellement pour la délégation du service. Or, la déclaration du 07/03/2016 (preuve de dépôt n° A-6-JWFMIA3OP), le SIDEPA est désigné comme responsable de l'installation . Un changement d'exploitant doit être fait. La procédure est accessible en ligne : https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920 . L'exploitant doit procéder à la déclaration de changement d'exploitant pour l'AIOT 0003100873. À noter, un guide de préparation de la téléprocédure de déclaration ICPE est disponible en ligne à l'ouverture de la démarche si nécessaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société AGUR procède à un changement d'exploitant pour l'AIOT 0003100873 afin de se déclarer en tant que nouvel exploitant de l'installation (télédéclaration à réaliser sur le site internet https://entreprendre.service-public.fr).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• le dossier de déclaration ;• les plans tenus à jour ;• la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ;• les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ;

- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ;
- les rapports des visites et contrôles prévus à la présente annexe ;
- les documents prévus au titre des points suivants de la présente annexe ;
- le dossier rassemblant des éléments relatifs au risque (notamment les caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques du chlore employé ou stocké, incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation) tel que prévu au point 3.3.

L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Constats :

L'installation est récente (2018) et les éléments ont peu évolué depuis sa mise en service. À noter qu'une ancienne usine de potabilisation était exploitée à proximité jusqu'à cette mise en service.

L'exploitant indique ne pas stocker plus de 8 bouteilles de 49 kg de chlore gazeux (2 en utilisation et 6 en stock). Au maximum, 392 kg de chlore sont présents sur site (294 kg étaient déclarés initialement dans la télédéclaration du 07/03/2016). Ce stockage est conforme aux seuils du régime déclaration avec contrôle (DC) de la nomenclature des installations classées.

À noter, les autres sites du SIDEPA avec désinfection exploités par AGUR disposent d'une désinfection à la javel et n'utilisent pas de chlore gazeux.

L'exploitant indique disposer du dossier de déclaration (ces éléments avaient été présentés lors du contrôle périodique initial), cependant les éléments ne sont pas immédiatement accessibles lors de la visite. Des plans à jour ont été présentés, ainsi que les FDS et le rapport de contrôle périodique DC.

L'exploitant doit veiller à disposer, de façon accessible, du dossier comportant l'ensemble des éléments sus-visés (archive papier et/ou informatique).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2

Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant indique qu'un contrôle avait été réalisé suite à la mise en service de l'installation. Le rapport SOCOTEC N°E61B2/21/1086 du 13/12/2021 a ainsi été présenté à l'Inspection. À noter que cette première visite a été réalisée dans un délai supérieur aux attentes, pour les installations nouvellement déclarées, le premier contrôle doit être réalisé dans les 6 mois qui suivent sa mise en service.

Ce rapport fait apparaître 4 observations dont 3 non-conformités majeures. L'exploitant indique que pour les 3 non-conformités majeures, relatives à de la documentation non disponible (justification de la résistance A1 des matériaux du local technique, justification de résistance au feu du local technique et absence de la démonstration de dimensionnement du système de neutralisation), le constructeur qui a été sollicité plusieurs fois n'a pas transmis ces informations. Le contexte de la procédure juridique en cours ne facilite pas ces échanges.

SOCOTEC n'a pas été mandaté pour un nouveau contrôle à l'issue de l'année tel que prévu à l'article R512-59-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant doit justifier de ces éléments et programmer un nouveau contrôle périodique.

Pour rappel, en cas de non-conformité majeure, l'exploitant doit :

- dans un délai de 3 mois à réception du rapport de contrôle, transmettre à l'organisme agréé un échéancier des dispositions prises pour remédier aux non-conformités majeures ;
- dans un délai de 1 an à réception du rapport de contrôle, transmettre à l'organisme agréé une demande écrite de réalisation d'un contrôle complémentaire ne portant que sur les dispositions ayant donné lieu à des non-conformités majeures ;
- avoir remédié aux non-conformités majeures lors du contrôle complémentaire.

Pour rappel également, la périodicité des contrôles est fixée à 5 ans (sauf pour les installations dont le système de management environnemental a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme accrédité, couvrant l'activité de l'installation, pour lesquelles elle est de 10 ans).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant remédie aux non-conformités majeures mentionnées dans le rapport SOCOTEC du 13/12/2021 et programme un nouveau contrôle périodique avec un organisme de contrôle.

À réception, le rapport de contrôle est transmis à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées, en tenant compte du risque de corrosion dû à la présence éventuelle de chlore.

Les gainages électriques et les tuyauteries ne doivent pas être une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Constats :

Le rapport de contrôle périodique SOCOTEC n°9351E/IE/24/3784 du 03/07/2024 a été présenté à l'Inspection. Ce rapport fait apparaître 6 observations, mentionnées comme déjà signalées. Ces observations sont relatives à des défauts de fonctionnement de B.A.E.S, à l'absence d'affichage de consigne de mise hors tension et une prise mal fixée. L'exploitant indique avoir procédé aux réparations.

A noter, il est précisé sur ce rapport que « La vérification des cellules haute tension, faute de personnel accompagnant habilité à la manœuvre, s'est limitée à un examen visuel extérieur ». **Lors**

<p>du prochain contrôle, l'exploitant veillera à ce que le périmètre de la vérification soit complet en mettant à disposition les moyens nécessaires.</p> <p>Le prochain contrôle, organisé en central, est prévu à partir de septembre (vu échange de mails avec le responsable HSE d'AGUR). L'exploitant doit veiller à respecter la périodicité de 1 an entre chaque contrôle périodique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>À réception du rapport de contrôle périodique électricité, l'exploitant le transmet à l'Inspection en précisant les actions correctives envisagées en cas d'observations émises par l'organisme vérificateur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs.</p> <p>Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stockage et les locaux d'emploi sont conformes aux prescriptions sus-visées.</p> <p>Les bouteilles pleines et vides sont stockées verticalement, robinets vers le haut, avec les chapeaux de protection, sur des emplacements de stockage dédiés et fermés à clé.</p> <p>Les bouteilles en cours d'utilisation sont stockées verticalement, dans un local technique dédié, fermé à clé. Les bouteilles sont chaînées au mur pour éviter leur bascule.</p> <p>Toutes les bouteilles sont stockées à l'abri des intempéries, dans des locaux ventilés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Connaissance des produits - étiquetage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p>

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : L'exploitant dispose de fiches de données de sécurité, la FDS pour le chlore a été présentée. Les bouteilles de chlore gazeux stockées portent des étiquettes lisibles avec le nom des produits et les symboles de dangers associés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant tient à jour un cahier, immédiatement disponible pour la traçabilité des entrées/sorties des bouteilles de chlore. Un état des stocks informatique est également disponible pour l'ensemble des produits dangereux. Ce fichier est suivi mensuellement et récolé avec les volumes en stock et les volumes livrés. L'exploitant conserve également les bons de livraisons (papier et informatique) afin de tracer les mouvements de produits. Un plan papier des stockages des produits a été présenté lors de l'inspection. Ce plan pourrait être annexé au fichier de suivi des stocks (ou gardé dans le même dossier informatique). Au jour de la visite, 7 bouteilles de chlore gazeux sont présentes sur l'installation, 3 vides, 2 pleines et 2 en cours d'utilisation. L'exploitant consomme environ 1 bouteille de chlore par semaine, cela peut varier à la marge, en fonction des saisons.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3,7
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (notamment en fonctionnement normal, pendant les phases de démarrage, d'arrêt et d'entretien) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Toute manipulation sur les récipients est réalisée par des opérateurs nommément désignés par l'exploitant et systématiquement équipés de dispositifs de protection respiratoire.

[...]

Avant le début de toute intervention sur les récipients de chlore, l'opérateur nommément désigné par l'exploitant contrôle :

- la présence et l'opérabilité des appareils de protection respiratoire spécifique au chlore ;
- la disponibilité de moyens de communication et d'alerte des services de secours.

L'absence de fuite de chlore est vérifiée après toute intervention sur les récipients de chlore et à la suite de l'ouverture des robinets de ces récipients de chlore ou de leur remise en service. [...]

Constats :

Les opérateurs sont formés à la manipulation de chlore gazeux et dispose d'une autorisation de travail (vu le passeport formation de l'exploitant). Cette formation est valable 3 ans et les renouvellements de formation sont suivis. 5 agents sont habilités.

Chaque opérateur dispose de ses équipements de protection individuel (EPI), contrôlés tous les ans.

Des consignes d'exploitation existent et sont en partie affichées sur les zones de stockage et d'utilisation, notamment concernant le port des EPI, les consignes d'intervention, les mentions de risques et de dangers. Néanmoins, ces consignes ne sont pas systématiquement à jour, sur le local de stockage de chlore, la consigne date de juillet 2006 et fait apparaître la mention de la rubrique ICPE 1138, qui n'existe plus. **L'exploitant doit veiller à afficher les consignes à jour dans les locaux concernés.**

A noter que l'absence d'affichage de certaines consignes de sécurité fait partie des observations déjà relevées dans le rapport de vérification périodique ICPE SOCOTEC.

L'exploitant indique que, dans la mesure du possible, les changements de bouteille de chlore se font à 2 personnes. La procédure de changement des bouteilles de chlore, en cours de rédaction, a été transmise à l'Inspection, cette dernière est visuellement détaillée (photo à chaque étape). Elle comprend bien le port des EPI et la vérification de l'absence de fuite à l'évent avec de l'ammoniac. **Cette consigne doit être finalisée et mise à disposition des opérateurs.**

En cas de nécessité, les opérateurs disposent de moyen de communication individuel (portables).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant finalise ou met à jour les consignes selon les cas et les affiche dans les locaux concernés. Un élément de preuve de réalisation est transmis à l'Inspection en suivant (photographie des affichages par exemple).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense et signale sur un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant

<p>avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts visés au L. 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Une signalisation adéquate posée sur la porte d'accès à tout local ou toute armoire technique stockant ou employant du chlore avertit du danger et interdit l'accès aux personnes non autorisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan des zones de risque est disponible (plan général d'intervention). Ce plan fait apparaître les risques liés au chlore mais pas aux deux emplacements de stockage et utilisation. Également, ce plan pourrait faire apparaître les risques liés aux autres produits chimiques stockés sur l'installation.</p> <p>Les locaux stockant ou employant du chlore sont correctement signalés, cependant les affiches ne sont pas nécessairement à jour (cf. constat précédent).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met à jour le plan d'intervention en intégrant la signalisation des risques liés aux stockages des produits chimiques de façon générale et aux locaux de stockage et d'utilisation du chlore en particulier. Un élément de preuve de réalisation est transmis à l'Inspection en suivant (photographie du plan d'intervention par exemple).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Systèmes de détection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.</p> <p>Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.</p> <p>Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est située à plus de 50 mètres de tout local d'habitation.</p> <p>L'exploitant dispose d'un détecteur de CO₂ et d'un détecteur de chlore sur le local d'utilisation du</p>

<p>chlore. Ce détecteur de chlore n'a pas été contrôlé par l'exploitant, ce point a été identifié par l'exploitant mais aucune date de vérification n'a été fixée. L'exploitant doit procéder à la vérification de ce détecteur et mettre en place une procédure afin de systématiser la vérification telle que prescrite à l'arrêté sus-visé.</p> <p>L'alarme sonne localement, un voyant lumineux est également présent. L'alarme est reportée sur l'automate usine et sur les systèmes d'astreinte en cas d'absence. Il existe une télésurveillance de l'usine pour les périodes de fonctionnement automatique et des redondances d'astreinte.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder à la vérification de ce détecteur et mettre en place une procédure afin de systématiser la vérification telle que prescrite à l'arrêté sus-visé. À réception, le rapport de vérification ainsi que la procédure ainsi établie sont transmis à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné.</p> <p>L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les chloromètres sont fixés directement aux bouteilles, un système d'inversion existe pour passer d'une bouteille à l'autre. Le remplacement du joint lors de la fixation du chloromètre est précisé dans la procédure de changement des bouteilles transmise.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le local est uniquement destiné au stockage du chlore.</p> <p>Les récipients sont équipés en permanence d'un chapeau dont la résistance au choc est conforme aux normes en vigueur et d'un bouchon de protection vissé sur le raccord de sortie, équipé d'un joint d'étanchéité.</p> <p>« La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg. »</p>

Constats : Le local de stockage est uniquement destiné au stockage du chlore. Les chapeaux de protections sont bien présents sur les bouteilles. La capacité unitaire des récipients est de 49 kg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Traitement des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement des fuites
Prescription contrôlée : L'exploitant définit les moyens de traitement et d'isolement des réservoirs défectueux ou fuyards et y consacre une procédure spécifique.[...] L'exploitant dispose a minima d'une cloche de sécurité permettant de confiner une fuite localisée sur le robinet du récipient.[...]
Constats : Une mallette identifiée « cloche sécurité bouteille » est présente au niveau du local d'utilisation du chlore. Elle est complète (2 cloches de sécurités + accessoires nécessaires à leur installation) et intègre une procédure d'utilisation. Un système de neutralisation existe également. La démonstration du dimensionnement du système de neutralisation n'est pas disponible (cf. constat n°2). L'exploitant doit disposer de cette démonstration.
Type de suites proposées : Sans suite